

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD ENTRE DÉCADENCE ET DÉFI SÉCURITAIRE DE BOKO HARAM : LE CAS DE KOUSSERI (CAMEROUN) ET N'DJAMENA (TCHAD)

Abdoulaye ABAKAR KASSAMBARA

Université de N'Djamena, Tchad

abdoulayek@hotmail.fr

&

Zakaria BEINE

Université de N'Djamena, Tchad

beine_zakaria@yahoo.fr

Résumé : Le bassin du Tchad est une zone dynamique, depuis des lustres, grâce à une population nombreuse qui est attirée par de différents cours d'eau qui arrosent le bassin ainsi que par des opportunités économiques. La ville de Kousséri au Cameroun et la capitale tchadienne N'Djamena, faisant partie du bassin tchadien, devinrent ainsi des pôles commerciaux par lesquels transitent l'importation et l'exportation. À côté du commerce formel, des activités de la contrebande se développent rapidement entre les deux villes. L'avènement de la secte Boko Haram vient marquer un arrêt brusque de ces échanges commerciaux mettant ainsi en péril la circulation des biens et personnes. Les fermetures des frontières entre les deux villes ont dégradé considérablement la vie économique des habitants de N'Djamena et Kousséri. Les efforts conjugués entre le Tchad, le Nigeria et le Cameroun ont réussi partiellement à rouvrir les circuits commerciaux au bénéfice des populations.

Mots-clés : crise, commerce import-export, effondrement, sécurité.

COMMERCIAL EXCHANGES IN THE LAKE CHAD BASIN BETWEEN DECADENCE AND THE SECURITY CHALLENGE OF BOKO HARAM: THE CASE OF KOUSSERI (CAMEROON) AND N'DJAMENA (CHAD)

Abstract: The Chad Basin has been a dynamic area, for ages, thanks to a large population which is provided by different rivers that water the basin as well as by economic opportunities. The city of Kousséri in Cameroon and the Chadian capital N'Djamena, part of the Chadian basin, thus became commercial centers through which imports and exports pass. Alongside formal trade, smuggling activities are developing rapidly between the two cities. The advent of the Boko Haram sect marks an abrupt halt to these commercial exchanges, thus jeopardizing the circulation of goods and people. The border closures between the two cities have degraded the economic life of the inhabitants of N'Djamena and Kousséri. The combined efforts between Chad, Nigeria and Cameroon have partially succeeded in reopening trade circuits for the benefit of the populations.

Keywords: crisis, import-export trade, collapse, security

Introduction

Le bassin du lac Tchad est confronté à l'insurrection de Boko Haram depuis 2011. C'est un défi sécuritaire inédit tant dans sa forme que dans son ampleur. Ce conflit a entraîné la déségrégation du circuit commercial du bassin. En effet, cette zone a connu des bouleversements sociopolitiques et économiques provoqués par la secte

Boko Haram. C'est ainsi que la dimension géopolitique, économique et sociale de l'émergence de Boko haram a fait l'objet d'innombrables travaux scientifiques, des rapports des organismes humanitaires et de l'emballement des presses. En fait, le bassin du lac Tchad a toujours aiguisé la curiosité du monde scientifique car c'est un terrain de prédilection des chercheurs. À travers cette littérature fournie, couplée par des études de terrain ainsi que par des faits vécus, cet article tente, à partir d'une étude de cas sur l'effondrement des échanges commerciaux de la ville camerounaise de Kousseri et de la capitale tchadienne N'Djamena, de mesurer l'ampleur de l'impact économique de l'insurrection de la secte Boko haram. En effet ces deux villes jumelles sont dépendantes du Nigeria dans leurs mouvements commerciaux. Il faut noter que, depuis plusieurs décennies, le bassin du lac Tchad croule sous les tensions sociopolitiques, les difficultés économiques et les changements climatiques. Mais cela n'a pas pour autant paralysé les activités commerciales. Comment peut-on expliquer qu'un groupuscule extrémiste localisé, parvient à précipiter toute une région dans un marasme économique profond ? Est-ce la nature transfrontalière et asymétrique du conflit qui a eu raison du fondement économique et commercial du bassin ?

I. Le bassin du Tchad entre vitalité économique et mutation sociopolitique

Cette partie retrace le dynamisme socio-économique du bassin du lac Tchad et de son évolution dans des périodes historiques différentes. En second lieu, elle met en exergue les mutations de circuits commerciaux du bassin du fait de la colonisation au début du XX^{ème} siècle. Enfin, elle aborde les causes socio-économiques de l'émergence de Boko Haram.

1.1 La dynamique économique du bassin au cours de l'histoire

La nature généreuse et les richesses exceptionnelles du bassin du lac Tchad s'expliquent par l'abondance de ses cours d'eau et de la fertilité de ses terres. Ces ressources naturelles ont favorisé l'émergence des grandes civilisations. En fait, l'occupation humaine du bassin du lac remonte au néolithique au cours duquel la sédentarisation de certains peuples et la domestication de l'agriculture avaient été amorcées (Réounodji F. et al., 2014). En outre les récits des voyageurs arabes révèlent le dynamisme économique de ces contrées d'antan avec l'Orient (Dierk Lange, 1978). Dans cette région, nomades et sédentaires se mêlent, car chacun y trouve les conditions naturelles adaptées à son mode de vie grâce au lac Tchad et ses affluents qui rendent la région prospère. En effet, le bassin du Tchad est considéré comme la zone la plus riche et la plus fertile de toute la bande sahélienne du Tchad (De Béhagle F, 1894. 25). C'est pourquoi les sociétés savantes européennes à visée colonisatrice telles que « African association » fondée en juin 1788 et la Société de Géographie de Paris créée 1821, commencent à s'intéresser au bassin (Victor Deville, 1898, 6). Elles y envoient des explorateurs pour le sonder. Ces différents explorateurs évoquent inlassablement les richesses du bassin (agriculture, animaux, pêche et commerce). A cet effet, les échanges commerciaux entre les différentes régions du bassin sont intenses, surtout à travers les marchés hebdomadaires. En 1824 Kernok, capitale du Loggoun, connaît des activités commerciales dynamiques où les échanges se font certes par troc mais aussi en monnaie métallique (Major Denham, 1826). Aussi, Henry Barth semble-t-il impressionné par le savoir-faire en matière de la culture de la population dans les régions du Baguirmi lorsqu'il note que « nous traversâmes dit-il, un pays peuplé et bien cultivé, situé vers sud-ouest. (Henri Barth. 1860) ».

Les différents renseignements recueillis par ces explorateurs, mettant en avant les richesses du bassin, ont entraîné la « course au Tchad » entre les grandes nations européennes colonisatrices de l'Afrique. C'est ainsi que Henry Alis, à travers son organe de propagande, créée en 1890, considère le bassin du Tchad comme « un éden Africain » (Alys H., 1891, 200). A cet effet, pour aiguïser l'appétit et susciter l'adhésion populaire pour la conquête coloniale de cette région, les richesses du bassin sont comparées à celles de l'Inde : « grâce à la fécondité du sol et à la richesse de la flore, le bassin du lac, les vallées et les plaines qu'arrose le Chari, deviendront peut-être un jour la partie la plus prospère des Indes africaines (Alys H. 1891, 201) ». En outre, on révèle aussi que les échanges commerciaux sont intenses entre les différentes régions du bassin. C'est ainsi que le marché de Koukoa, capitale de Bornou, était le marché le plus important et le plus fréquenté par de nombreux marchands colporteurs qui circulent d'un endroit à l'autre offrant leurs marchandises dans les différents marchés hebdomadaires). L'intensité de ces échanges s'explique par la densité de la population dans le bassin tchadien. En effet, en 1889, la population du Borno est estimée grossièrement à six millions d'habitants (Philbert C. 1889, 262.). Cette densité, couplée par le bouleversement politico-économique de cette période, a fait naître des nouveaux besoins et des nouvelles opportunités économiques et commerciales conduisant les commerçants à s'y adapter et d'en tirer des bénéfices.

1.2 La mutation des circuits commerciaux pendant la colonisation

Au début du XX^{ème} siècle, la quasi-totalité de la zone du bassin du lac était sous la domination coloniale et morcelée en zone d'influence. En effet, trois nations européennes à savoir l'Allemagne, l'Angleterre et la France se sont partagé le bassin du lac. La France se taille la part de lion, surtout après l'éviction des Allemands du Cameroun pendant la première Guerre Mondiale. L'occupation coloniale de cette vaste zone entraîne l'interruption des flux commerciaux avec l'orient et l'Afrique du Nord. En effet, les principaux royaumes du bassin sont progressivement contraints à abandonner le commerce d'esclave qui constitue leur principale source richesse. C'est pourquoi le commerce de la traite florissait au marché Tchékéna, au Baguirmi, où on évalue à 5000 esclaves vendus entre 1903 et 1904. Dans ce marché, un cheval valait deux ou trois captifs (Chevalier A. C.A.O.M, 4(4) d 4.). Malgré la répression coloniale, le commerce de traite avait persisté dans certaines régions du Tchad jusqu'en 1926 (Emmanuel Grégoire et al, 1993, 75). Si les Anglais occupent à peine 20% de la superficie du bassin, ils parviennent cependant, à travers Royal Niger Compagny, à inonder les marchés du bassin en marchandises anglaises. C'est ainsi qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, les trajectoires du commerce du bassin basculent vers l'atlantique (De Béhagle F. 1896, 17). Depuis lors, les marchandises et les produits anglais ne cessent de se diffuser dans tout le bassin. En effet, les colporteurs Bournouans ou Haoussas s'approvisionnent à Kano et arpentent les différents marchés hebdomadaires. Les explorateurs colonialistes français, arrivés dans la région, ont pu constater les produits anglais dans les étals de ces marchés. La consolidation de la colonisation, durant les premières décennies du XX^{ème} siècle, a permis aux maisons du commerce européennes installées au Nigéria de créer des filiales dans certaines régions du Tchad. C'est ainsi qu'à partir des années 1910, on assiste à un début d'installation des représentations du commerce européen à Fort-Lamy (N'Djaména), Fort-Archambault (Sarh) et à Behagle (Laï). En effet, la compagnie française de l'Ouahmé et Nana, la maison Léon Mathey et la maison Canaris Tangalakis de Kano fondent successivement des comptoirs dans ces villes du Tchad à la fin de l'année 1915. En fait, la maison Mathey et Canaris

commercent presque uniquement avec Kano ou Yola où elles se ravitaillent entièrement en toutes sortes de produits tels que des perles, des étoffes anglaises, du sucre, des allumettes, de la vannerie, du savon, de la parfumerie et du Kola au territoire du Tchad puis ils ramenèrent des bœufs, des ânes, des chevaux, de l'ivoire et des peaux au Nigeria et au Soudan Anglo-égyptien (Commandant du territoire du Tchad, 28 juillet 1916, C.A.O.M, d/4 (4) 15). A côté de ces maisons européennes, les commerces Fezzanais installés dans ces villes se livrent à des activités commerciales d'une grande importance. En fait, leurs principaux représentant à Fort Lamy, à l'époque, étaient les nommés Mahamed Nadar et Arifa Gajiji, qui commercent surtout avec les populations locales et par leur intermédiaire. Ils se fournissent à Kano ; certains d'entre eux réalisent des affaires d'une réelle importance et approvisionnent même la clientèle européenne avec succès. Quant au commerce local, il était entre les mains des colporteurs dont la plupart circulent d'un marché hebdomadaire à l'autre. Ce sont les Bornouans qui tiennent la place la plus importante (Commandant du territoire du Tchad, 28 juillet 1916, C.A.O.M, d/4 (4) 15).

Cependant, la domination coloniale française du bassin ne s'était pas traduite en hégémonie commerciale. En fait, les maisons de commerces proprement français peinent à être compétitives dans cette zone. En effet, l'éloignement du Tchad de la côte africaine française, couplée par l'absence des voies de communication, rend les produits français peu compétitifs et très onéreux dans les marchés du bassin du lac Tchad. À cet effet, un envoi de matériel, expédié de France par Brazzaville vers le mois de juillet 1920, n'arrive à Fort-Lamy qu'en janvier 1922 (De Laborie B. 1930). Il faut noter que l'économie du Tchad, au cours de l'entre-deux-guerres, se fonde essentiellement sur le commerce du bétail sur pied qui est orienté essentiellement vers le Nigeria. En effet, la plupart des colporteurs exportent le bétail et ses succédanés au Nigeria et importent des biens de consommation et des produits durables au Tchad par travers l'axe Kano-Maïdouguri-Dikoa, Kousseri-Fort-Lamy. L'économie du Tchad devient ainsi dépendante à celle des colonies anglaises du Nigeria et du Soudan Anglo-Égyptien. En 1937, les importations tchadiennes du Nigeria et du Soudan par Fort-Lamy et Abéché s'élèvent à 90% Mazodier (Commandant), 17 décembre 1943, C.A.O.M, E. 681). L'introduction de la culture obligatoire du coton, dans le sud du pays, au cours de l'entre-deux-guerres, avait jeté la base d'une économie tchadienne orientée vers la Métropole. En fait, les autorités coloniales fédérales s'inquiètent de l'intégration économique et de la dépendance commerciale du Tchad vis-à-vis du Nigéria. Parallèlement au développement de la culture du coton durant cette période, le pouvoir colonial s'est efforcé de créer un réseau routier et fluvial combiné à celui de l'Oubangui-Chari afin d'évacuer le coton du Tchad par la voie fédérale. Il s'agit d'orienter la trajectoire économique du Tchad vers l'AEF. Aussi, le transfert avorté du chef-lieu de la colonie de Fort-Lamy à Fort-Archambault au début des années trente s'inscrit-il dans cette logique (Ministère des colonies, C.A.O.M, 5 D 102.). Mais la seconde guerre mondiale brise la tentative de détourner le mouvement commercial du Tchad vers les colonies françaises de l'A.E.F et de la Métropole. En effet, la rupture avec la France et les accords économiques et commerciaux entre les Anglais et la France libre ont accentué la dépendance du Tchad à l'économie de Nigéria, surtout en ce qui concerne l'importation et l'exportation. À la fin de ce conflit, le mouvement commercial du Tchad reste tributaire à celui du Nigéria car la voie nigérienne assure le trafic des trois quarts des marchandises à destination de Fort-Lamy (A.E.F. 1954, C.A.O.M., F.I.D.E.S., carton 324.). Elle s'impose, depuis l'indépendance jusqu'à l'apparition de Boko-haram, comme la principale voie de ravitaillement du Tchad en toutes sortes des

marchandises. En outre, la voie camerounaise par N’Gaoundéré, Garoua, Maroua et Kousséri constitue, elle aussi, un axe important d’importation des marchandises vers le Tchad.

1.3 Racines politico-économiques de l’émergence de Boko-Haram

Dans les années 1960, les pays du bassin du lac Tchad accèdent à l’indépendance. Mais celle-ci ne s’accommode pas à la réalité historique, économique, politique et sociale de la population du bassin. Car il s’agit des frontières artificielles dans lesquelles les nouveaux pays s’efforcent de créer des nouvelles réalités économiques et sociales. En fait, l’imbrication interethnique dans cette zone transcende ces frontières et les rendent intangibles favorisant ainsi les mouvements des populations car il « importe de noter que cette mobilité humaine est facilitée par la porosité de la frontière, l’homogénéité socioculturelle transfrontalière, le milieu géographique et la profondeur historique régionale (Yaouba A. 2005) ». L’importance du bassin du lac Tchad a conduit toutefois les pays riverains à fonder, le 24 mai 1964, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), qui est rejoint en 1996 par la RCA et la Lybie en 2008. Cette structure a pour mandat de mutualiser les efforts des pays membres par la mise en valeur de ressources du lac Tchad. Mais la construction politique et la lutte pour le pouvoir dans les pays riverains du lac Tchad ont relégué au second plan le développement économique et social du bassin. Son dynamisme économique se fige et se contracte devant le manque d’investissement. C’est à juste titre qu’il est fait mention qu’« en effet, l’attractivité économique du lac et ses ressources en ont fait un carrefour commercial qui contraste avec l’insuffisance et l’inconstance des politiques publiques menées par les États riverains (Crisis group. 2017). A cela s’ajoute également la muée climatique qui entraîne un afflux des migrants dans les rives du lac Tchad. En effet, le peuplement récent du bassin remonte aux années 1950 et ne cesse de s’accélérer jusqu’à l’émergence de Boko-haram en 2009. Le phénomène s’est accéléré par la sécheresse au sahel des années 1970 et 1980. L’afflux des nouveaux migrants a créé une saturation foncière et une rivalité entre les différentes catégories sociales devant la raréfaction de terres et la ressource halieutique. Cette « course au lac » en a fait une région au solde migratoire fortement positif. Ainsi, le petit lac qui comptait 700 000 habitants en 1976 en abrite aujourd’hui environ 2,2 millions (13 millions avec son arrière-pays) et devrait en accueillir 3 millions en 2025 (Crisis group. 2017).

De 1960 à nos jours, les pays du bassin basculent tour à tour dans les violences politiques et les crises économiques. En effet, dès 1963, le Tchad sombre dans la crise politique qui atteint son paroxysme avec la guerre civile de 1979 et en conflit armé avec la Lybie au milieu des 1980. Il vit cependant dans une paix relative depuis 1990. Au Nigeria, la tentative de Biafra d’accéder à l’indépendance provoque une guerre civile meurtrière entre 1967 et 1970. Le pays renoue avec des coups d’État et des tensions communautaires. Le Niger quant à lui est confronté, dans les années 1990, à des révoltes Touaregs et Toubou ainsi qu’à la prise du pouvoir par la force. Dans les années 2000, la RCA et la Lybie, autrefois prospères et relativement stables, se disloquent sous la persistance de la guerre civile. Le Cameroun dans sa partie extrême nord, infestée depuis les années 1980 et 1990 par des « coupeurs de route », se trouve actuellement en proie à un conflit sécessionniste dans sa partie nord-ouest et sud-ouest. Ces instabilités politiques chroniques couplées des crises climatiques ont périclité toutes les initiatives conduisant à l’amélioration des conditions de vie des populations. Cette situation est aggravée par une gestion opaque des ressources et par la mise en place des plans

d'ajustement structurel dans les années 1980 et 1990 dans la plupart des pays du bassin. Finalement, il en résulte un chômage de masse qui jette du discrédit aux actions publiques. C'est dans ce contexte qu'apparaît Mohamed Yusuf dans l'État de Yobé au nord du Nigéria au début des années 2000. Mais son ascension est brisée par les autorités nigérianes entraînant ainsi une insurrection destructrice à l'échelle sous régionale.

2. Boko-Haram, asphyxie économique et stagnation des échanges commerciaux entre Kousseri et N'Djaména

Dans cette partie, il est question d'analyser d'abord la stratégie de l'insurrection de la secte Boko-haram et de son développement spectaculaire dans tout le bassin du lac Tchad. Cette partie met également en lumière les difficultés économiques et commerciales de la ville de N'Djaména et Kousseri résultant de l'insurrection des éléments de Boko haram. Enfin, elle traite de la persistance de marasme économique de ces deux villes et voir même de son aggravation à cause de contrecoup des mesures sécuritaires pour prémunir des attaques de la nébuleuse de Boko haram.

2.1 Boko-haram, une insurrection destructrice et tentaculaire

L'émergence de Boko-haram ne peut être comprise que dans l'éveil de l'islam politique dans le monde islamique. En effet, le Nigeria connaît périodiquement l'apparition des sectes islamistes ou des mouvements syncrétistes à connotation politique plus ou moins violents. Les politiciens au niveau national et fédéral, en quête de légitimité, s'entourent des dignitaires religieux pour asseoir leur pouvoir. Ceux-ci, en contrepartie, revendiquent des réformes tendant à arrimer la forme de l'État aux préceptes de l'islam. Les parcours d'Aboubakar Gumi incarnent parfaitement le rapport entre la politique et l'islam au Nigéria (Ouba A. 2016). Il faut préciser que depuis l'indépendance du pays, des différents chefs religieux n'ont cessé de revendiquer l'instauration de la *charia* au Nigeria. Cette revendication persistante est à l'origine de certaines violences et manipulations politiques aboutissent à un compromis permettant l'application de la *charia*. C'est ainsi qu'entre 1999 et 2002 douze États du nord du Nigéria, à majorité musulmane appliquent, la *charia*. Les politiciens locaux nouent des alliances avec des prédicateurs influents pour se faire élire ou réélire. L'application à minima de la *charia* est fortement dénoncée par certains prédicateurs radicaux comme Mahamat Youssef qui profite de ce climat, où se mêlent la politique et la religion, pour propager ses idées. Il fonde, en 2002, la secte Boko-haram et parvient à forger un noyau dur dans les États du Nord Nigeria. Mais aussi des adeptes dans les pays voisins à travers ses prêches en langue haoussa, bornouan et arabe qui circulaient en audio dans l'extrême Nord du Cameroun et au Tchad. Ses sermons, axés sur la justice sociale, la corruption et la dépravation des élites au pouvoir, séduisent une population désabusée et paupérisée. Si un tiers de la population totale de Nigeria estimée à cent soixante-dix millions vit dans l'extrême pauvreté, c'est dans le nord-est et le nord-ouest du pays qu'on enregistre le plus grand taux de pauvreté avec 77% dans la zone en 2010 (Elysée M. A. 2017, 15). Cette population, démunie, ne peut-être que réceptive à un discours simplificateur des difficultés complexes et porteurs d'une solution aux problèmes de monde d'ici-bas et dans l'au-delà. Mahamat Youssef adopte à cet effet, une position tranchée et une vision théocratique rigoriste de l'Islam et se heurte violemment aux autorités locales et aux chefs religieux traditionnels. En 2009, au cours d'une manifestation quasi insurrectionnelle de Boko-haram à Maïdouguri, Mahamat Youssef est capturé puis

exécuté et ses adeptes font l'objet d'une répression féroce suivie de la destruction de leur lieu de culte par les forces de l'ordre. Cette méthode, brutale, ressemble au massacre de 1980 à Kano où la révolte du mouvement Maitatsine avait été anéantie par les autorités nigérianes (Marc-Antoine Pérouse de Montclos. 201. 5) mais sans pour autant entraîner une insurrection meurtrière comme celle de Boko-haram. En effet, les succès relatifs des groupes islamistes en Orient (Al-Qaïda et État islamique) ou en Afrique (Chababe en Somalie, Ansa radine et Mujao au Mali) semblent influencer la secte Boko-haram d'entreprendre la guerre sainte. On estime que Boko-haram avait des liens avec ces groupes dont ses adeptes se sont entraînés dans des bases au Sahara (Higazi A. n° 130, 2013).

Dans sa guerre asymétrique, la secte se livre entre 2009 et 2012 à des attaques ciblées contre les chrétiens installés dans le nord du Nigeria dont majorités étaient des commerçants. En chassant ces négoce du nord et nord-est du Nigeria, Boko-haram vise un double objectif : paralyser les activités économiques de ces régions et provoquer une guerre interconfessionnelle dans le pays. Si la secte réussit à chasser les ibo de la région, l'embrasement interconfessionnel que Boko-haram aurait voulu n'a pas eu lieu à cause de ses attaques tous azimuts et sans distinction dépassant ainsi la dimension religieuse et ethnique. À cet effet, les attaques de Boko-haram visent aussi bien la population civile musulmane que chrétienne, les symboles de l'État, les banques la secte extorque aussi des impôts de guerres et rançonne les commerçants locaux en prenant en otages leurs progénitures (Marc-Antoine Pérouse de Montclos. 2018, 155). En plus, des notables ou des chefs religieux traditionnels, critiques à l'égard de la secte, ont été assassiné ou pris en otage. En effet, entre juillet 2009 et février 2011, la secte aurait commis 167 attaques de tout genre causant la mort de 935 personnes. En 2012, on comptabilise près 150 attaques majeure de la secte entraînant près 1500 tués, soit une augmentation d'un peu plus de 62% de mort en un an (Fidh – Nigeria. 2017). On note ainsi une augmentation spectaculaire du nombre des attaques de la secte.

Le groupe Boko-haram parvient entre 2013 et 2016 à assoir sa domination sur un large pan du territoire dans l'État de Borno et celui de Yobé au Nigeria et d'étendre de surcroit son influence dans les pays voisins (Cameroun, Niger et Tchad). L'intensité des attaques de ce groupuscule est élevée dans l'extrême nord du Cameroun. Durant cette période, L'ONU a recensée 491 attaques sur cette partie du Cameroun (Nations unies : Commission économique pour l'Afrique. 2018, 5). Ce groupe djihadiste se transforme en une véritable nébuleuse dont les sources de financement proviennent de rackets, de pillages des marchandises sur les axes routiers et de la prise d'otages des notables locaux et étrangers. C'est ainsi qu'en février 2013, Sept touristes français avaient été capturés par des éléments dans la région de Dabanga à l'extrême nord du Cameroun. Dans sa stratégie de terreur, la secte prend en otages 300 lycéennes à Chibok au Nigeria en février de la même année ((Fidh – Nigeria. 2015). Cet enlèvement a eu une résonance planétaire par sa virulence et par son symbole, poussant ainsi la violence à une échelle insoutenable. A cet effet, les femmes kamikazes ou des enfants piégés sont envoyés aux lieux d'attroupement tels que la mosquée, l'église ou dans les marchés pour faire un nombre maximum des morts (Melchisedek C. 2020).

Les services de sécurité fédérale et centrale semble complètement dépassés par l'audace et l'intensité d'engagement de Boko-haram. La stratégie de contre-insurrection menée par l'armée sous le régime de l'État d'urgence proclamé en mai 2013, dans les États épicentres du conflit (Yobe, Adamaoua et Borno), s'est avérée inefficace et contreproductive. En effet, l'armée s'est livrée à des bombardements aveugles, aux rafles au faciès, aux exactions extra judiciaires. Soutenue par les groupes d'auto-

défense, l'armée nigériane a toutefois empêché la chute de Maïdouguri. La brutalité dont ont fait preuve les forces de sécurité, à l'encontre de la population civile assimilée à tort ou à raison au Boko-haram, accentue la défiance à son égard et pousse semble-t-il certains d'entre elle à rejoindre la secte. On estime que la très grande majorité des éléments de Boko-haram avait pris des armes pour se protéger ou pour venger des parents tués par les forces de sécurité (Marc-Antoine Pérouse de Montclos. 2018, 157). L'armée nigériane imbibée par la doctrine coloniale, en matière de rétablissement de l'ordre comme la plupart de celle des pays africains, est réputée par sa brutalité ; elle est crainte d'ailleurs par la population civile. Les rares commerçants de Kousseri ou de N'Djamena qui tentent de s'approvisionner à partir de Garoua par Yola, ont aussi bien peur de Boko-haram que de l'armée nigériane (Hassan A. M. 18/12/2019). Quoi qu'il en soit, cette guerre asymétrique dont l'armée nigériane n'avait pas été préparée impacte durement les régions épacentres du conflit ainsi que celles des pays voisins, surtout l'extrême Nord du Cameroun et le Tchad qui dépendent essentiellement dans leurs activités économiques et commerciales du Nigeria.

2.2 *Asphyxie économique de Kousseri et de N'Djamena*

Le soulèvement des adeptes de Boko-haram, en juillet 2009, est perçu par la plupart de la population de la ville de Kousseri et de N'Djamena comme un énième épisode de la violence sectaire qui caractérise la vie politico-religieuse du Nigeria depuis l'indépendance. La dispersion des partisans de la secte et la fin funeste de leur leader dans les mains de l'armée et la police semblaient étouffer le problème. Cette impression s'écroule rapidement lorsqu'entre 2009 et 2012, la secte parvient à mener une guérilla urbaine et rurale extrêmement violente s'inspirant d'ailleurs du mode opératoire d'Al-Qaïda et de l'État islamique : attentat suicide, pillage, racket et assassinats ciblés. Il en découle une désorganisation de l'activité économique et commerciale dans les villes commerçantes de l'État de Bornou par la fuite des commerçants Ibo ainsi que des opérateurs économiques. En fait, la capitale de Bornou Maïdouguri, autrefois pôle commerciale et carrefour par lequel transitent les marchandises destinées à l'extrême nord du Cameroun et au Tchad se transforme en un champ de bataille rythmé par des attentats suicides et par des raids des forces armées. On peut observer aussi la même scène de chaos à Gambarou-Ngala où le marché est attaqué à deux reprises en février et en octobre 2011 provoquant de l'incendie et sa fermeture par la suite (Fidh – Nigeria. 2015). Le contrecoup de ces séries de violences meurtrières est la paralysie du mouvement commercial entre la mégapole Maïdouguri et les villes lisières du Cameroun et du Tchad comme Gambarou-Ngala, Banki, Bama et Baga. Ce sont des villes qui vivent des activités commerciales et de la contrebande où certaines catégories des commerçants et colporteurs de Kousseri et N'Djamena s'approvisionnent en toutes sortes de marchandises. En outre, les axes routiers menant à ces villes sont infestés par les éléments de Boko-haram qui, pillent et incendie systématiquement les véhicules remplis de marchandises destinées à Kousseri et à N'Djamena. C'est dans cette période qu'on a signalé la disparition de quelques commerçants du marché de Kousseri dont le convoi avait été intercepté par des éléments de Boko-haram (Ali M. 18/12/2019). C'est aussi dans ce même moment qu'une importante population des bétails est saisie par des éléments de Boko-haram, qui ont rassuré les convoyeurs semble-t-il que l'exportation du bétail pouvait continuer (Kabir K. 22/12/2019). La présence des voleurs du bétail, en leur sein, révélée par de Montclos (Marc-Antoine Pérouse de Montclos, 2018, 128-164), facilite l'écoulement de cette marchandise. Entre 2013 et 2014, la secte multiplie ses attaques et

instaure un climat insurrectionnel généralisé, surtout contre les infrastructures économiques et commerciales. C'est ainsi qu'en mars 2013, la gare routière de Kano est la cible d'un attentat suicide et en septembre de la même année, 167 passagers avaient été exécutés par Boko-haram sur l'axe Maïduguri et Bamboa (Fidh – Nigeria. 2015).

Les opérations de Boko-haram ont abouti à l'encerclement de la ville commerçante de Maïdouguri et par la destruction et l'occupation de la plupart des villes dans les deux États du nord : Dikoa, Bama, Baga et Gambarou-Ngala. Au même moment, l'influence de la secte déborde dans des villages et villes camerounais frontaliers de la zone épicerie du conflit où Boko-haram fait des incursions régulières avec ses cortèges de meurtres et de kidnapping. C'est dans la même région que 27 ouvriers, dont 10 chinois travaillant dans la reconstruction de la route stratégique entre Maroua, Kousseri et N'Djamena, ont été enlevés en juillet 2014 (Le monde, 19 mai 2014). Par voie de conséquence, les deux voies principales de ravitaillement du Tchad via Kousseri par N'Djamena sont complètement fermées. En fait, la voie nigérienne à hauteur de Maïdouguri-Dikoa-Gambarou-Ngala-Kousseri-N'Djamena est sous domination totale de Boko-haram tandis que la voie camerounaise entre Maroua-Moura-waza-Dabanga et Maltam est extrêmement dangereuse. Cette dernière n'est distante que de 20 à 25 kilomètres de Kousseri et de N'Djamena. L'extrême nord du Cameroun et la capitale tchadienne se trouvent donc, de facto sous embargo économique et commerciale de Boko-haram. Il en résulte que les commerçants de ces régions ne peuvent plus importer et exporter des marchandises du Nigéria et aussi de l'intérieur du Cameroun par ces deux voies vitales pour la ville de Kousseri et surtout pour le Tchad. En fait, leur interruption a entraîné l'effondrement des activités économiques et commerciales de ville de Kousseri et a ralenti celles de N'Djamena.

2.3 Marasme économique et persistance de la crise

L'emprise de Boko-haram, sur les circuits commerciaux entre 2013 et 2016, a quasiment isolé Kousseri et N'Djamena de leur pôle de ravitaillement qu'est le Nigeria. A ce titre, Kousseri ne pouvait plus importer et exporter des marchandises par la voie nigérienne ni par la voie camerounaise dont elle est le terminus, tandis que N'Djamena parvient à commercer par d'autres voies plus onéreuses. L'instauration de l'État d'urgence au Cameroun et au Tchad, pour lutter contre le Boko-haram, a alourdi le climat des affaires. La promulgation des mesures de l'État d'urgence, en 2014, au Cameroun, a entraîné une militarisation de la province de l'extrême nord. C'est ainsi que les marchés hebdomadaires, situés dans la zone d'influence de la secte, ont été fermés et l'utilisation des engins à deux roues qui permettent aux commerçants ou colporteurs de sillonner les marchés du village avait été interdite. Les rares voitures qui circulent entre ces villages et Kousseri sont entièrement fouillées par les forces de sécurité et la présence des denrées alimentaires pouvait être assimilée à une tentative d'alimenter Boko-haram (Abissou A. 22/12/2019). Il faut noter que les N'Djamenois, depuis des lustres, se ruent à Kousseri pour faire des achats et y passer le week-end. Ce faisant, ils stimulent les activités commerciales de Kousseri. A côté, les activités de la contrebande, tout au long du fleuve, animent le mouvement commercial entre les deux villes. Mais l'expansion inexorable de Boko haram, en dépit des opérations de force des armées camerounaise, a conduit les pays voisins à intervenir sous mandat international. Contrairement aux autres pays limitrophes, le péril de Boko-haram pour le Tchad devient réel et immédiat du fait de la proximité géographique car N'Djamena n'est distante que de cent kilomètres de Gambarou-Ngala. C'est pourquoi le pays envoie en février 2015, une véritable armada pour enrayer

la menace de la nébuleuse d'une part et desserrer l'étau sur la capitale surtout en ce qui concerne le blocus économique.

L'intervention a permis de libérer quelques villes sur la route stratégique Gambarou-Ngala et Dikoa portant ainsi un coup décisif contre Boko-haram. Mais en juin et juillet 2015, la secte Boko-haram se venge et lance plusieurs attaques suicides contre la ville de N'Djamena où elle cible l'Ecole de Police et le Marché Central. On dénombre, à cet effet, plus de 38 morts provoquant un climat d'insécurité et de psychose dans la ville (BBC, 29 juin 2015). Durant les premiers mois de ces attaques, la fréquentation de la clientèle dans les grands marchés de N'Djamena (Marché central, marché à mil, marché démbé et marché de Diguel) a sensiblement baissé. La peur due aux attentats kamikazes et la fortification du marché matérialisée par des barrières filtrantes, plots de sécurités à l'entrée du marché, fouille et contrôle serrés des clients et la présence visible de force des armées rappellent sans cesse le risque encouru (Brahima T., 10/12/2019).

L'interdiction de traverser le pont Nguéli, qui est le principal point de passage entre les deux villes et le contrôle tatillon des biens et des personnes, ont littéralement périclité le flux commercial. Il faut noter que la densité du trafic des camions sur le pont Nguéli à l'importation et à l'exportation avant la crise, s'élève entre 20 et 30 camions par jours en moyenne. Mais au fort moment de l'insurrection de Boko haram le flux des camions s'est tari et ce, malgré l'intervention des troupes tchadiennes : la densité des trafics reste quasiment nulle car elle est de 1 à 3 par jours en décembre 2019 (Mey W.M. 15/12/2019). Par conséquent, la plupart des transporteurs connaissent de grosses difficultés car sur 110 transporteurs actifs sur ce tronçon avant la crise, 67% d'entre eux se sont déclarés en banqueroutes (B. M., 15/12/2019). Dans la même période, on observe un tarissement net du troupeau des bétails à l'exportation sur pieds. Pourtant c'est entre 10 et 15 mille têtes du bétail qui sont exportés par semaine vers le Nigeria à travers le pont Nguéli (Moussa B., 15/12/2019). Cette sortie génère des petits emplois mais aussi des recettes douanières pour les deux villes. Cette situation de crise sécuritaire transforme la ville de Kousseri en « vase clos ». Par voie de conséquence, elle sombre dans un marasme économique profonde car la pénurie des marchandises dans le marché central de Kousseri, devient récurrente et les clients se font rares (Djibrine H. 22/12/2019).

Il en résulte donc une contraction inédite des activités commerciales dans le marché central de Kousseri qui se traduit par la fermeture des magasins ; on estime à plus de 250 magasins fermés sur un total de 550 (Alioum H. 22/12/2019). L'un de nos enquêtés affirme qu'« on vient pour tuer le temps entre commerçants, rien ne bouge. Dès qu'un d'entre nous vend quelques choses, on vient aussitôt lui demander de crédit. C'est ainsi que nous vivons (Abba A., 21/12/2019) ». Pour briser ce cercle infernal, certains commerçants de Kousseri ont délocalisé leurs activités à N'Djamena et d'autres s'y s'approvisionnent désormais en marchandises (Abakar T., 10/12/2019). En fait, les commerçants de la capitale parviennent à importer des marchandises par l'axe N'Gaoundéré -Toborou – Moundou – N'Djamena, par la voie nigérienne Cotonou – Nyamais-Diffa et aussi par la voie aérienne par l'aéroport international Hassan Djamous. Ces voies ont permis d'amortir l'impact de blocus sur le commerce de N'Djamena. Mais les frais de transport des marchandises, en termes de tonne kilométrique par ces voies, sont très élevés. Elles entraînent une flambée des prix des produits dans les marchés de N'Djamena. A titre d'exemple, le sac du riz de 20 kg (appelé localement tigo) passe de 12 000 à 15 000 francs CFA (Abakar T., 11/12/2019). On

observe toutefois des pénuries dans certaines catégories de marchandises surtout dans la quincaillerie, les pièces de tachées automobiles et motos. A cet effet, au plus fort moment de la crise, il est quasiment impossible de trouver le récipient d'eau ou les tuyaux PVC et d'autres produits de la plomberie. Notre enquêté déclare à cet effet qu'« on vend tous les matériels de la plomberie et des groupes électrogènes. Pendant l'apogée de Boko haram, notre magasin ainsi que ceux de nos voisins sont vides. Les affaires reprennent timidement, mais s'approvisionner de Nigeria reste toujours compliqués (Saleh H., 11/12/2019)». En dépit de son affaiblissement et sa migration vers les rives du lac Tchad, Boko-haram conserve une capacité de nuisance surtout dans l'État de Bornou où les attaques sur les axes routiers entre Maiduguri et Gambarou-Ngala sont fréquentes malgré la mobilisation des forces de sécurité autour des convois des marchandises. Il en résulte donc que l'importation et l'exportation, par la voie routière restent très perturbées. Elles connaissent cependant une nette amélioration par la voie camerounaise entre Maroua et Kousseri mais toujours sous escorte militaire.

Conclusion

Les richesses du bassin du lac Tchad ont fait de cette région dynamique et attrayante. En effet, cette zone est devenue le creuset de civilisations dans lequel se sont émergés des empires, des royaumes et des sultanats au cours de différentes périodes historiques. Ils ont à cet effet établi des échanges commerciaux avec l'Afrique du Nord et l'Orient jusqu'à l'arrivée de la colonisation européenne à la fin du XIX^{ème} siècle. Ce nouveau système a débouché sur une nouvelle organisation politique, économique et commerciale. Cette influence s'est traduite par la naissance de plusieurs pays dont le Tchad, le Cameroun, le Nigeria, le Niger et la RCA. C'est à partir de cette période que la trajectoire commerciale du bassin s'est basculée vers l'Atlantique. Les grandes cités du Nord de la colonie anglaise de Nigeria comme Yola et Kano sont devenues de grands entrepôts des produits anglais. Parallèlement au développement du commerce de nouveaux circuits commerciaux se sont émergés donnant lieu à des échanges commerciaux intenses entre les différentes villes du bassin. C'est ainsi que l'axe Kano-Maïdouguri-Kousseri-N'Djamena s'est imposé et devient, par surcroît, la voie principale d'importation des biens de consommation. Il s'est donc établi un lien de dépendance commerciale entre N'Djamena et Kousseri vis-à-vis des villes nigérianes de Kano et de Maïdouguri. Le déclin des activités commerciales de Kousseriet N'Djamena, sous le contrecoup des actions violentes de Boko haram, résulte sans conteste à la nature du conflit mais aussi à la structure économique obsolète dans les pays du bassin. Si la guerre asymétrique est difficile à gagner par son caractère ouvert et sans limite, la facilité avec laquelle Boko haram a imposé un blocus économique sur Kousseri et N'Djamena dénote d'un sous-développement chronique. En fait, l'état piteux de la voie nigériane à partir de Maïdougouri-Gambarou-Ngala –Kousseri et la voie camerounaise entre Maroua et Kousseri ont largement facilité à la secte d'intercepter les camions et de freiner l'intervention des forces armées. Il est aussi révélateur d'une marginalisation socio-économique de la part des pouvoirs centraux du Cameroun et du Nigeria. La diversification et la modernisation des voies et moyens de communication auraient pu à atténuer l'asphyxie économique totale de Kousseri et de réduire la pénurie des marchandises dans les marchés de N'Djamena. Fort heureusement, l'axe N'gaoundéré-Toubourou-Mondou et le fret aérien par l'aéroport international de N'Djamena ont permis de ravitailler en marchandises la capitale tchadienne qui

parvient même à alimenter Kousseri. Ce fut un tournant historique et un basculement de la trajectoire du mouvement commercial entre les deux villes.

Références bibliographiques

- Alys, H. (1891). *À la conquête du Tchad*, Hachette, Paris.
- Barth, H. (1860). *Voyages et découvertes dans l'Afrique pendant les années 1849-1855*, Paris.
- Chudeau, R. (1907). D'Alger à Tombouctou par l'Ahaggar, l'Air et le Tchad. *Bulletin de la société de géographie*, tome XV, 1^{er} semestre, Paris.
- Crisis group (2017). Boko-Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport n° 246, Nairobi/Bruxelles.
- De Béhagle, F. (1894). Le bassin du Tchad, *Société de Géographie Commerciale de Bordeaux*, 2^{ème} série- 17 année, 15 janvier.
- De Laborie, B. (1930). Etudes des voies d'exportations de la colonie du Tchad, *Recherche congolaise*, n° 12, p.3-9. CEFOD
- Deville, V. (1898). Partage de l'Afrique, exploration, colonisation, état politique, Paris.
- Dierk, L. (1978). Progrès de l'Islam et changement politique au Kanem du XI^e au XIII^e siècle : un Essai d'Interprétation, *The journal of Africa History*, volume 19, Numéro 4, octobre, pp. 495-513.
- Elysée, M. A. (2017). Le bassin du Lac fac aux nouvelles formes de menace : La difficile dynamique de réponse régionale face à la montée en puissance du groupe terroriste islamiste Boko haram, Maitrise, Université de Montréal.
- Général, CH. P. (1889). La conquête pacifique de l'intérieur africain, Nègres, musulmans et chrétiens, Ernest Leroux, Paris.
- Geraud M. & Perouse de Montclos M.A. (2018). Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram, AFD.
- Higazi A. (2013). Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko-haram dans le Nord du Nigeria, *Politique Africaine*, n° 130, p. 137-164.
- Jboisson, J. (1966). L'histoire du Tchad et de Fort-Archambault, document, renseignement, commentaire, Pris, vécus et concours de 1940 à 1966, Éditions du Scorpion.
- Lebeuf Annie M.D. (1959), Les populations du Tchad, nord du 10^e parallèle, Presses universitaires de France, Paris.
- Leboeuf Annie M-D. (1960). Les populations du Tchad, (Nord du 10^e parallèle), Paris.
- Magrin G & al. (2003). Les savanes d'Afrique Centrale entre enclavement et intégration aux marchés / Central African savannas : between isolation and market integration. In : *Annales de Géographie*, t. 112, n°633, pp. 471-494.
- Major D. (1826). *Voyages et découvertes dans le nord et dans les parties centrales de l'Afrique*, Arthur Bertrand, tome premier, Paris.
- Manga, M. M. (2017). La problématique Sao : Entre civilisation, mythologie et construction de l'histoire, Thèse de Doctorat, Université Paris I.

- Pérouse de Montclos, M.A. (2012). Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? *Questions de recherche* N° 40- juin, p. 5.
- Pérouse de Montclos, M.A., L'émergence de Boko-haram et la diffusion progressive du conflit, in, *Crise et développement, la région du lac Tchad à l'épreuve de Boko-haram*,
- Melchisedek, C. (2000), Comprendre Boko haram à partir d'une perspective d'une perspective historique, locale et régionale, *Revue canadienne des études africaines*, (54)1.
- Ouba, A. (2016), Les Ouléma et l'instrumentalisation politique de l'islam au Nord Nigeria, *Saibou Issa, Les musulmans, l'École et l'État dans le bassin du lac Tchad*, Harmattan, Paris, pp 199-220.
- Réounodji, F., & al, (2014). Histoire du peuplement et logiques de mobilité, *Lemoalle J., Magrin G. (dir.) : Le développement du lac Tchad. Situation actuelle et futurs possibles*, Marseille, IRD Editions, coll. Expertise collégiale : 139-177 (clé USB).
- Yaouba, A. (2005). Le droit d'option et la gestion des populations divisées par la frontière Tchad – Cameroun, *Le Globe, Revue genevoise de géographie*, tome 145, Frontières-frontière, 81-92.

Autres

- A.E.F., *Projet de budget général exercice 1954*, Rapport de présentation et exposé des motifs, C.A.O.M., F.I.D.E.S., carton 324.
- Chevalier Augustin, *Afrique centrale française, Mission Chari-Lac Tchad 1902-1904*, Récit du voyage de la mission, C.A.O.M, 4(4) d 4.
- Commandant du territoire du Tchad, *Rapport d'ensemble pour l'année 1915 Fort Lamy, le 28 juillet 1916*, C.A.O.M, d/4 (4) 15.
- Commandant du territoire du Tchad, *Rapport d'ensemble pour l'année 1915 Fort Lamy, le 28 juillet 1916*, C.A.O.M, d/4 (4) 15.
- Le Lieutenant-gouverneur du Tchad, *Rapport sur l'ensemble de situation de la colonie du Tchad pendant l'année 1922*, D/4(4) 22.
- Le lieutenant-gouverneur du Tchad, *Rapport sur l'ensemble de situation de la colonie du Tchad pendant l'année 1922*, D/4(4) 22.
- Mazodier (Commandant), *Transports et marchés indigènes du Tchad*, École supérieure, géographie économique, 17 décembre 1943, C.A.O.M, E. 681.
- Ministère des colonies, *Transfert de chef-lieu de la colonie du Tchad*, Rapport au président de la République Française, C.A.O.M, 5 D 102.
- Outre les bétails, le Tchad export aussi d'autres produits vers Nigeria tels que : peau, arachide, sésame, polypropylène (déchets du pétrole) et tourteau.
- FIDH-Nigeria (2015). Les crimes de masse de Boko haram, Rapport, février.
- Le Rouvreur A. (1962), *Sahéliens et sahariens du Tchad*, Bergert-Levrault, Paris.

akofena

Nations Unies (2018), Commission économique pour l'Afrique, *La crise de Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'extrême-Nord du Cameroun*, le Groupe de la publication et d'impression de la CEA, Addis-Abeba, p. 5.

Office coloniale, *Questions économiques, 1^{re} semestre*, année 1901, C.A.O.M.